

N° Affaire
24107

Indice: /

Phase: DCE



2 rue de Journiat - 63122 Ceyrat
Tél : 04.73.61.36.03
www.altais-ingenierie.fr
contact@altais-ingenierie.fr

**DESAMIANPAGE ET REHABILITATION
DES TOITURES LA DIR
Échangeur 28
15100 SAINT-FOUR**

CCTP

**LOT N°01 DESAMIANPAGE -
DEMOLITION**

/	18/03/26	A.DAUGE	O.PARISSIER	Première émission
Date :	Elaboré:	Vérifié:	Nature des modifications	

MAÎTRE D'OUVRAGE

Direction interdépartementale des routes du Massif Central
60, avenue de l'Union Soviétique
63012 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1

ARCHITECTE

SCOP SAL IP421
18, rue Alain Chartier
63000 CLERMONT-FERRAND

BUREAU DE CONTRÔLE

SOCOTEC
14, avenue du Garric
15000 AURILLAC

BUREAU D'ETUDES

B27 ALTAIS
2, rue du Roc de Journiat
63122 CEYRAT

ECONOMISTE

B27 ALTAIS
2, rue du Roc de Journiat
63122 CEYRAT

Sommaire

1 PRESCRIPTIONS GENERALES	4
1.1 Nature des travaux	4
1.2 Documents de références	4
1.3 Caractère forfaitaire de l'offre	4
1.4 Diagnostic Amiante & Plomb	4
1.5 Obligations de l'entrepreneur	4
1.6 Conditions particulières aux travaux de démolition	4
1.7 Bruits de chantier	4
1.8 Salissures du domaine public	4
1.9 Coupures des branchements	5
1.10 Responsabilités de l'entrepreneur	5
1.11 Visite sur site	5
1.12 Organisation et phasage des travaux	5
1.13 Limites de prestations	5
2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	6
2.1 TRAVAUX PREPARATOIRE	6
2.1.1 Installation de chantier	6
2.2 DESAMANTAGE	6
2.2.1 Préalable a la passation du marche	6
2.2.2 Hygiène et securite	7
2.2.3 Protections individuelles	7
2.2.4 Protection des ouvrages	7
2.2.5 Normes et réglementations	7
2.2.6 Obligations	8
2.2.7 Impact du mode de démolition sur l'environnement	9
2.2.8 Matériaux provenant des travaux	9
2.2.9 Qualification entreprise	9
2.2.10 Travaux de désamiantage	9
2.2.10.1 Plan de retrait	9
2.2.10.1.1 Phase 1	9
2.2.10.1.2 Phase 2	9
2.2.10.1.3 Phase 3	9
2.2.10.1.4 Phase 4	9
2.2.10.2 Isolement - calfeutrement de la zone de travail	10
2.2.10.2.1 Phase 1	10
2.2.10.2.2 Phase 2	10
2.2.10.2.3 Phase 3	10
2.2.10.2.4 Phase 4	10
2.2.10.3 Mesures d'empoussièrement - examen visuel - analyses laboratoire	10
2.2.10.3.1 Phase 1	11
2.2.10.3.2 Phase 2	11
2.2.10.3.3 Phase 3	11
2.2.10.3.4 Phase 4	11
2.2.10.4 Dépose des couvertures en tuiles Canal sur sous plaques ondulées en fibres-ciment compris zinguerie	11
2.2.10.4.1 Phase 1	11
2.2.10.4.2 Phase 2	11
2.2.10.4.3 Phase 3	11
2.2.10.4.4 Phase 4	11
2.2.10.5 Dépose doublages et plafond avec plaques amiantés	11
2.2.10.5.1 Phase 1	12
2.2.10.6 Dépose de l'antenne VHF et du platelage	12
2.2.10.6.1 Phase 3	12
2.2.10.7 Dépose isolant contaminé en comble	12
2.2.10.7.1 Phase 3	12
2.2.10.8 Dépose des plafonds en Shedisol contaminés	12
2.2.10.8.1 Phase 2	13
2.2.10.8.2 Phase 4	13
2.2.10.9 Schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets	13
2.2.10.9.1 Phase 1	13
2.2.10.9.2 Phase 2	13
2.2.10.9.3 Phase 3	13
2.2.10.9.4 Phase 4	13
2.3 DECONSTRUCTION	13
2.3.1 Voirie publique	13
2.3.2 Sécurité	13
2.3.3 Méthodes de démolition	13
2.3.4 Prescriptions d'exécution	13
2.3.5 Réseaux éventuellement rencontrés	14
2.3.6 Gestion des déchets	14
2.3.6.1 Classification des déchets	14
2.3.6.2 Zone de regroupement des matériaux sur site	14
2.3.6.3 Revalorisation et recyclage	14
2.3.6.4 Traçabilité	14
2.3.7 Travaux de démolition	15
2.3.7.1 Dépose terrasse étanché avec dalles sur plots et isolant	15

Sommaire

2.3.7.1.1 Phase 3	15
2.3.7.2 Enlèvement et évacuation des gravo is et mise en décharge	15

1 PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1 Nature des travaux

Le présent document a pour but de définir les prestations du lot « DESAMIANPAGE - DEMOLITION » pour les travaux de DESAMIANPAGE ET REHABILITATION DES TOITURES LA DIR située à SAINT-FLOUR (15100).

Le présent CCTP a pour objet de décrire les spécifications que devra mettre en œuvre l'entreprise adjudicataire du marché.

Dans le cadre de l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur du présent lot aura implicitement à sa charge et sans ordre spécial ni supplément de prix, l'exécution de tous les travaux du projet en lien avec ce lot même non mentionné au présent CCTP.

1.2 Documents de références

Les travaux de démolition ne font l'objet d'aucun DTU, ni CCTG et aucun document de référence contractuel ne peut être cité ici.

Les travaux de démolition devront par contre respecter strictement les différentes réglementations les concernant, notamment :

- Les prescriptions du permis de démolir, le cas échéant
- Les réglementations locales concernant les démolitions, ou, à défaut, les instructions des services publics concernés
- Toutes les réglementations concernant la sécurité
- Tous les textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers, à la protection de l'environnement, aux limitations des bruits de chantier, etc

1.3 Caractère forfaitaire de l'offre

Ce CCTP est indissociable de l'ensemble des pièces marchés que l'entrepreneur doit prendre en compte pour établir son offre et notamment des plans de l'Architecte et détails Architecte, des plans de Techniques et des rapports (sol, thermique, etc...) présents au DCE.

L'entreprise se référera également au CCTP du lot 00 Dispositions Communes à tous les lots.

L'offre de l'entreprise sera globale et forfaitaire, l'entreprise devra signaler toutes omissions ou tous travaux complémentaires non prévus qu'elle juge nécessaire à la réalisation du projet.

L'entrepreneur devra répondre dans le cadre du DPGF fourni sous peine que son offre ne soit pas analysée.

1.4 Diagnostic Amiante & Plomb

Les travaux de désamiantage devront respecter strictement le rapport suivant :

- Dossier Technique Amiante (DTA) référence n°21742153/S1.1.1.DTA, réalisé le 04/06/2024 par Bureau Veritas Exploitation
- Rapport de repérage amiante avant réalisation de travaux n°29687508/S1/1/AM-RTV_V1, réalisé le 30/01/2026 par le Bureau Veritas Exploitation
- Rapport de repérage du plomb avant travaux n°144828 P, réalisé le 23/01/2026 par le Bureau Veritas Exploitation.

Elle veillera avant de réaliser ses travaux de démolition que tous les éléments contenant de l'amiante et du plomb ont été retirés.

Dans le cas où lors des travaux l'entreprise aurait un doute sur des matériaux pouvant contenir de l'amiante, elle en informera la Maitrise d'ouvrage.

1.5 Obligations de l'entrepreneur

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité et éventuellement gaz, téléphone ou autres.

L'entrepreneur devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces travaux de démolition.

Il supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la sécurité de la circulation.

Il posera tous les panneaux de signalisation nécessaires, ainsi que tous éclairages de nuit, et prendra toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

1.6 Conditions particulières aux travaux de démolition

Les travaux de démolition seront réalisés après la dépose des ouvrages comprenant de l'amiante et du plomb et après la mise en consigne et mise en sécurité des réseaux existants.

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services compétents.

L'entrepreneur devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées.

Aucun trouble, en dehors de ces heures, ne devra être apporté à la tranquillité du voisinage.

En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier.

1.7 Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré.

À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux, seront strictement applicables.

1.8 Salissures du domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., du domaine public, devront toujours être maintenues en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

1.9 Coupures des branchements

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec les services techniques et/ou les lots concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité et éventuellement gaz, téléphone ou autres.

1.10 Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

1.11 Visite sur site

L'entreprise prendra contact avec le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre pour visiter le chantier avant de rendre son offre.

L'entrepreneur a l'obligation de procéder à une visite afin d'apprécier sous sa responsabilité, les difficultés, les sujétions de nature, volumes, dimensions et moyens lui permettant d'établir un prix forfaitaire.

Au cours de cette visite, il prendra en compte notamment :

- Les contraintes du site (accès, circulations, bâtiments existants, avoisinants, etc.)
- Les possibilités de mode opératoire de déconstruction
- Les contraintes de tri, de stockage ou de réemploi des déchets sur site
- Les contraintes de transport et de traitement des déchets sur le site de concassage
- La présence ou l'éloignement d'installation de stockage et/ou de filières locales de valorisation des déchets de déconstruction et de démolition à proximité du site pour l'élimination des déchets
- Les possibilités d'installation de protection pour les travaux de déconstruction sélective
- La proximité des réseaux par rapport aux bâtiments démolis
- Etc... Liste non exhaustive.

L'entrepreneur sera tenu de fournir à la maîtrise d'œuvre tous les renseignements sur les modes opératoires de déconstruction et la gestion de déchets envisagés.

Il aura l'opportunité de demander des prélèvements amiante complémentaires s'il le souhaite de façon à pouvoir rendre une offre complète. Aucune demande ne sera acceptée après délivrance de l'ordre de service. L'entreprise prendra à sa charge les prélèvements et la dépose des éléments amiantés non repérés avant signature du marché.

L'entreprise devra remettre avec son offre une attestation de visite.

1.12 Organisation et phasage des travaux

Le présent article a pour objet de définir les dispositions générales relatives à l'organisation et au déroulement des travaux, conformément au phasage d'exécution établi par la maîtrise d'œuvre et représenté sur le plan de PHASAGE TRAVAUX joint au dossier de consultation.

Ce phasage vise à garantir :

- La continuité de fonctionnement du site de la Direction Interdépartementale des Routes du Massif Central - CEI de Saint Flour
- La sécurité du personnel, des usagers et des intervenants
- La coordination entre les différents lots, notamment dans le cadre des opérations de désamiantage et de réhabilitation des toitures.

Les entreprises sont tenues de respecter strictement les périodes et séquences d'intervention suivantes :

- Phase 1 : Bâtiment D du 02/08/2027 au 17/08/2027
- Phase 2 : Bâtiment C du 31/08/2026 au 12/11/2026
- Phase 3 : Bâtiment A du 29/03/2027 au 16/06/2027
- Phase 4 : Bâtiment B du 17/06/2027 au 23/08/2027
- Phase 5 : VRD du 26/07/2027 au 15/10/2027

Les dates indiquées sont données à titre prévisionnel et pourront être ajustées par la maîtrise d'œuvre en fonction de l'avancement global du chantier et des contraintes techniques rencontrées.

Chaque entreprise devra planifier ses interventions en cohérence avec le phasage ci-dessus et avec les autres lots concernés.

Aucun chevauchement de phase ne sera autorisé sans accord formel de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises devront assurer la mise en place de toutes les mesures nécessaires à la sécurisation des zones en travaux et au maintien de l'exploitation du site pendant toute la durée des opérations.

Les accès, stockages et circulations internes seront coordonnés en amont avec la maîtrise d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage.

Toute demande de modification du phasage ou de la durée d'intervention devra être formulée par écrit et soumise à validation préalable.

1.13 Limites de prestations

Voir limites de prestations définies dans le tableau N°LP01 ci-joint.

2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.1 TRAVAUX PREPARATOIRE

2.1.1 Installation de chantier

L'entreprise devra l'installation de chantier de ses propres travaux.

L'entreprise du présent lot devra remettre le plan d'installation de chantier avec repérage et dimensions de tous les ouvrages à soumettre au maître d'œuvre et au coordonnateur S.P.S.

Un dispositif d'interdiction de stationnement sera mis en place en accord avec les services compétents de la ville, afin que l'accès des véhicules des entrepreneurs ou de sécurité à l'aire de chantier soit libre pendant la durée de l'opération.

Un dispositif de signalisation du chantier de jour comme de nuit destiné aux piétons et aux véhicules devra être mis en place en collaboration avec les services compétents de la ville et du service des routes du département par le titulaire du présent lot.

Les frais pour temps passé par l'entrepreneur en vue de la délivrance éventuelle des diverses autorisations administratives, ainsi que les frais d'occupation temporaire du domaine public ou privé, sont à la charge de l'entrepreneur titulaire du présent lot. Ces frais sont inclus dans le prix d'installation de chantier.

Les comptages et branchements provisoires en eau avec comptage, les alimentations électriques et coffrets de chantier depuis le comptage jusqu'à l'intérieur ainsi que leur entretien sont à la charge du présent lot.

Les frais d'installation de consommation d'eau et d'électricité seront gérés par l'Entrepreneur du présent lot.

L'entreprise devra le raccordement l'ensemble de cette phase.

L'entrepreneur du présent lot devra aménager un bureau de chantier :

- Alimentation électrique avec fourniture et pose de luminaires suffisant pour éclairage de la salle de réunion et bureau de chantier.
- Cette salle sera pourvue d'une table et de chaises ainsi que d'un tableau pour l'affichage des plans.
- Température 19°C minimum en hiver
- Repliement en fin de chantier.
- Mise à disposition de casques de chantier pour la maîtrise d'œuvre et maîtrise d'Ouvrage

Un bungalow avec séparation Femmes/Hommes sera installé par l'entreprise titulaire du présent lot dans la parcelle compris transport, manutentions, fondation et calages.

- Location pour la durée du chantier.
- Température 19°C minimum en hiver.
- Ces locaux devront être équipés d'armoires de rangement en nombre suffisant, il sera nettoyé et correctement tenu.
- Repliement en fin de chantier.

Un local sera aménagé par l'entreprise titulaire du présent lot, comprenant :

- Alimentation électrique avec fourniture et pose de luminaires suffisant pour éclairage du réfectoire
- L'entreprise devra l'équiper de tables et chaises en nombre suffisant, d'appareil de réchauffage ou cuisson, de garde-manger et d'un réfrigérateur.
- Ce local devra être chauffé en saison froide 19°C minimum. Nettoyage local et équipements après chaque repas.

L'entreprise fournira et posera une clôture en panneaux soudés galvanisés autostables (comprenant les pieds de stabilité et assises béton si nécessaire) et continus (panneaux liés entre eux et non amovibles) d'une hauteur de 2,00 mètres minimum ainsi que portails et portillons nécessaires. L'entrepreneur veillera en permanence à ce qu'aucun passage ne puisse être trouvé dans cette clôture. Cette clôture sera présente sur toute la périphérie de l'emprise du chantier et jusqu'à la fin du chantier.

Le lot GROS OEUVRE aura à sa charge le complément et le remplacement des clôtures si nécessaire ainsi que l'entretien, la dépose et l'évacuation à la fin du chantier.

2.2 DESAMIANPAGE

Ces travaux de dépose s'appliquent aux ouvrages énumérés dans le rapport Amiante cité ci-avant.

L'entreprise du présent lot devra, après reconnaissance sur place des mises en œuvre des produits amiantés, les travaux de démolition comme un simple démontage sans fracture des éléments.

Ces travaux sont exécutés avant les travaux de démolition.

2.2.1 Préable a la passation du marche

L'entrepreneur devra intégrer dans son offre toutes les suggestions concernant :

- Le site, les réglementations locales de traitement des déchets, les difficultés de circulation et de stationnement
- Les mesures à prendre pour éviter que le voisinage n'ait à souffrir d'aucun trouble anormal
- Les dossiers permis de démolir et de construire.

Les entrepreneurs pourront demander tous renseignements complémentaires ou toutes modifications des dispositions techniques prévues par le Maître d'œuvre. Si tel n'est pas le cas, l'ensemble des prescriptions des plans et pièces écrites sera considéré de fait comme acceptées par l'entreprise.

L'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble des CCTP pouvant interférer avec son lot.

En cas d'imprécision ou d'omission au niveau des descriptifs ou des plans, les entreprises interrogeront avant remise de leur offre la maîtrise

maîtrise d'œuvre. Ainsi, les prix seront remis en toute connaissance de cause et ne pourront être augmentés par erreur ou omission. Seule une demande de modification de la part du maître d'ouvrage pourra conduire à un supplément

Une visite sur site avant travaux est obligatoire.

2.2.2 Hygiène et sécurité

L'entreprise devra respecter et faire respecter les règles élémentaires d'hygiène et de sécurité, notamment :

- Propreté du chantier ; si besoin est, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire appel à une entreprise de nettoyage aux frais de (s) l'entreprise (s) responsable (s) ; le fait de réaliser les travaux en site protégé au sens sanitaire impose toutes suggestions de bâchage, protection du matériel, nettoyage soigné ; suggestions incombant au lot concerné
- Fermeture du chantier : l'entrepreneur devra s'assurer de la fermeture du chantier pendant les heures non ouvrées
- Sécurité du chantier telle que définie par les textes en vigueur, pour le personnel propre au chantier, les patients, et les visiteurs (protection, clôture, balisage, signalisation ...)
- Respect du code de la route à l'intérieur de l'Établissement (vitesse maximale autorisée : 30 km/h)
- Respect des zones de stationnement
- Respect des bordures, voiries et autres ouvrages. Les ouvrages qui subiraient des dégradations causées par une entreprise seraient repris aux frais de ladite entreprise.

Seuls les véhicules professionnels auront la possibilité de stationner dans l'enceinte du chantier.

Hygiène et sécurité : Les entrepreneurs devront toutes les dispositions réglementaires et se conformer aux prescriptions du Plan Général de Coordination établi par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé.

2.2.3 Protections individuelles

Le port des protections individuelles est adapté suivant le niveau estimé lors de l'analyse des risques, avec contrôles de vérification en cours de chantier.

Vêtements de protection

Port des équipements liés à l'activité, à savoir de manière non exhaustive :

- Port d'une combinaison jetable
- Port de gants adaptés à la manutention des matériaux amiantés
- Port de chaussures de sécurité réservées à l'usage du retrait des produits amiantés ou de bottes de sécurité.

Équipement de protection respiratoire

Les équipements de protection respiratoire sont adaptés aux différentes phases de chantier.

Au minimum :

- Port d'un masque complet ventilé de classe TMP3, pour tous les travaux exposés à l'amiante à l'intérieur du bâtiment ou des cafeutremments
- Port au minimum du demi-masque ventilé de classe IMP3, pour les opérations de retrait des produits en amiante-ciment à l'extérieur des bâtiments.

Décontamination, port des EPI

La durée de port des Équipements de Protection Individuelle (EPI) est adaptée à la pénibilité du travail et soumise à l'avis du médecin du travail.

Elle reste inférieure à 2h30.

Suite à chaque phase de travail en milieu exposé à l'amiante, la décontamination des opérateurs (avec douche) est obligatoire.

2.2.4 Protection des ouvrages

Chaque entreprise est responsable de la protection de ses ouvrages et devra toute réparation avant réception des travaux.

L'ensemble des ouvrages prévus au présent lot doit être conformes aux normes françaises et textes réglementaires concernant la construction, dans leur édition la plus récente. Les matériaux ou ensembles non traditionnels doivent faire l'objet d'un Avis Technique accepté par l'AFAC, ou d'un avis favorable de la part d'un Bureau de Contrôle agréé.

L'entrepreneur devra tous les éléments pour la mise en sécurité des lieux durant les travaux.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour que le chantier ne soit pas accessible constamment et prendre en compte les normes en vigueur quant au stockage des produits amiantés sur l'emprise du chantier et leur dangerosité (conditions de stockage, signalisation).

2.2.5 Normes et réglementations

Code du Travail : livre II - Titre III concernant l'hygiène et la sécurité

Les dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie-civil issues de la loi 93-1418 du 3 décembre 1993 portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes 92-57 du 24 juin 1994.

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis Décret n°2013-594 du 5 Juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant

Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de VLEP aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages

Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Code du travail, articles L 4121-1 et suivants et R 4412-94 à R 4412-148

Code du travail, article D 4153-28 et article D 4154-1

Code du travail, articles D 4121-6 à -9 et arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail

Code du travail, articles R 4624-16 et 18 concernant la surveillance médicale renforcée des salariés concernés

Arrêté du 22 février 2007 modifié le 13 octobre 2009 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante

Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (R 111-43 à 48)

Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiment Code de l'environnement, articles L 541-1 et suivants, R 541-7 et suivants et R 551-1 à R 551-13

Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatifs aux déchets dangereux

Arrêté du 9 septembre 1997 modifié par les arrêtés du 19 janvier 2006 et 12 mars 2012, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment (non publiée au JO)

Circulaire DPPR/SDPD n° 97-0320 du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets (non publiée au JO)

Arrêté du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005

Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante

Arrêté du 26 Juillet 2012 qui concerne la modification du formulaire CERFA n°11861*03

NF X 43-010 (Août 2012), Référentiel technique pour la certification des entreprises

NF X 43-011 (Août 2012), Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises

NF X 43-050, Qualité de l'air - Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission - Méthode indirecte

NF X 43-269, Qualité de l'air - Air des lieux de travail - Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META - Comptage par MOCP

NF X 46-020 Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie

NF X 46-021 Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante - Mission et méthodologie

NF EN 529, Appareils de protection respiratoire - Recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance - Guide (indice de classement : S 76-005)

NF EN 1822 Filtres à air à haute efficacité (EPA, HEPA et ULPA) (indice de classement : X 44-014)

NF EN 12021, Appareils de protection respiratoire - Air comprimé pour appareil de protection respiratoire isolant (indice de classement : S 76-006)

NF EN 12941, Appareils de protection respiratoire - Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule - Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-034)

NF EN 12942, Appareils de protection respiratoire - Appareils filtrants à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques - Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-035)

NF EN 14593-1, Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande - Partie 1 : Appareil avec masque complet - Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1)

NF EN 14593-2, Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande - Partie 2 : Appareil avec demi-masque à pression positive - Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-058)

NF EN 14594, Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé à débit continu - Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1)

NF EN ISO 16000-7, Air intérieur - Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air (indice de classement : X 43-404-7)

2.2.6 Obligations

L'entrepreneur devra :

- Prendre toutes mesures de protection des installations existantes, des matériels et matériaux entreposés même provisoirement, des piquets de nivellement et des autres repères
- Assurer pendant toute la durée du chantier la protection des ouvrages apparents ou cachés. Il devra toutes les réfections nécessaires à ses frais et suivant les instructions du Maître d'œuvre
- Prendre toutes les dispositions réglementaires et se conformer aux prescriptions du Plan Général de Coordination établi par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé
- L'ensemble des essais sur les matériaux en vue de vérification de la qualité (notamment essais de béton)
- L'ensemble des essais sur les matériaux après mise en œuvre
- Tous les travaux et fournitures nécessaires à l'obtention des niveaux et dimensions définis sur les plans et compte tenu des tolérances
- Les frais occasionnés aux autres entrepreneurs et résultant des écarts par rapport aux tolérances
- L'entretien et la remise en état des voies de circulation dégradées par la circulation de ses engins de transport, du fait du charroi, ou des matériaux transportés
- L'établissement et la mise à jour des plannings d'études et de réalisation des travaux
- L'établissement de tous les plans d'exécution, notes de calcul et plans d'atelier et de chantier relatifs aux ouvrages
- Les branchements provisoires jusqu'au point de livraison
- Le nettoyage permanent de son chantier
- La remise en état des lieux après travaux et démontage de ses installations
- Tous les travaux de reprise des ouvrages pour les rendre conformes aux plans et spécifications compte tenu des tolérances admises
- Les honoraires d'un géomètre expert pour la vérification des implantations et de la géométrie
- L'entreprise devra également fournir les documentations, notices d'utilisation, d'entretien, certificats de garantie des équipements

installés et en tout état de cause le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.)

- Les réunions de chantier auront lieu de façon hebdomadaire, à jours et heures fixes. L'entrepreneur est tenu d'y assister ou de s'y faire valablement représenter ; faute de quoi une pénalité par réunion manquée lui sera appliquée conformément aux spécifications des pièces contractuelles. Un compte rendu sera établi à l'issue de chaque réunion et diffusé à chaque intervenant.

2.2.7 Impact du mode de démolition sur l'environnement

Dans le cadre de la spécificité de ses moyens, l'Entrepreneur établit le rapport d'impact des travaux (incidences des démolitions, périmètre de sécurité, dispositifs de protection).

En préalable à toute intervention sur des ouvrages existants ou à proximité, l'entreprise doit prendre toutes les dispositions et procéder à toutes études, sondages, consolidations, nécessaires à la bonne tenue des ouvrages environnants. Il doit prendre toutes dispositions pour que son intervention ne mette pas en péril la stabilité de ces ouvrages (vibration, chocs) et pour assurer leur bon fonctionnement.

Toutes gênes ou détériorations quelconque aux voisins, l'entrepreneur fait son affaire de toute remise en état qu'il serait nécessaire d'effectuer.

L'entrepreneur est tenu responsable des désordres causés sur les ouvrages avoisinants lors de l'exécution des travaux de son marché. Avant le début des travaux, il prend tous les renseignements nécessaires et exécute ses travaux en conséquence.

Ces prestations impliquent les visites nécessaires dans tous les locaux riverains sans exception, toutes les démarches concernant celles-ci étant effectuées par l'entreprise concernée qui doit s'assurer que tous les constats nécessaires, y compris ceux sur la voie publique ont bien été effectués

L'entrepreneur s'assure que les méthodes et matériels de démolition utilisés ne créent pas de gêne aux bâtiments avoisinants, (protection contre les vibrations, chocs, les ébranlements excessifs, la poussière, l'eau et les bruits de chantier excessifs, nettoyage systématique des abords, évacuation immédiate des produits de démolition, etc.).

Il participe aux réunions de préparation avec les différents acteurs (Préfecture, Mairie, Services de sécurité et de police, etc...)

2.2.8 Matériaux provenant des travaux

L'entrepreneur a la responsabilité de tous les produits provenant des travaux et de ses déchets d'emballage et consommables (ou résidus de consommable).

L'importance des déchets et la pénibilité de leur coltinage nécessitent la mécanisation des acheminements de déchets jusqu'aux lieux de stockage avant évacuation vers les centres de traitement.

- Le titulaire trie ses déchets. Il garantit le non mélange des déchets pour chacun des conteneurs, et garantit un recyclage optimal des produits
- Le titulaire assure la traçabilité des déchets. L'entrepreneur pèse ses déchets. Il renseigne le tableau de suivi des déchets
- Le titulaire fournit et renseigne les Bordereaux de Suivi des Déchets de chantier, il leur attribue un numéro chronologique
- l'entreprise doit tenir à jour un registre détaillant l'ensemble des évacuations du chantier
- Dans le cas particulier des déchets spéciaux, le titulaire fournit et renseigne les Bordereaux de Suivi des Déchets Dangereux; il leur attribue un numéro chronologique
- l'entreprise doit justifier de toutes les évacuations de matériaux par la production des bons de réception des centres de traitement. Ces bons de réception seront réclamés par la Maîtrise d'œuvre.

2.2.9 Qualification entreprise

L'Entrepreneur doit présenter les qualifications requises spécifiques à la nature des prestations réalisées ou sous-traitées.

L'entrepreneur doit obligatoirement apporter :

- La preuve de ces compétences en matière de désamiantage pour un chantier de ce type
- Les références de réalisation de chantiers similaires
- La fourniture obligatoire des qualifications QUALIBAT
- 1512 : pour le retrait des matériaux amiantés non friables
- 1513 : pour le retrait des matériaux amiantés friables (compléments)
- 1112 : démolition technicité courante (ou références équivalentes)
- 1552 : traitement de l'amiante.

2.2.10 Travaux de désamiantage

2.2.10.1 Plan de retrait

Dès notification du marché, l'Entrepreneur retenu établira son plan de retrait et le diffusera immédiatement auprès des organismes officiels de prévention.

- L'Inspection du travail en charge du secteur des travaux
- Le service de prévention des risques de la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail)
- L'OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics)
- La Médecine du travail en charge du suivi médical des salariés de l'entreprise de travaux
- Le plan de retrait sera également diffusé aux intervenants concernés par la réalisation des travaux comme le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre, les organismes de contrôle et bien évidemment, le maître d'ouvrage
- La rédaction du plan de retrait est de la responsabilité de l'entreprise de travaux qui doit exposer au sein de ce document la méthodologie d'intervention de façon spécifique, en y intégrant une évaluation exhaustive des risques susceptibles d'être rencontrés pendant les travaux
- Le plan de retrait doit être connu de tout intervenant et tenu à disposition au sein du registre de chantier
- Le délai de minimum 1 mois devra être respecté avant le début des travaux.

2.2.10.1.1 Phase 1

2.2.10.1.2 Phase 2

2.2.10.1.3 Phase 3

2.2.10.1.4 Phase 4

2.2.10.2 Isolement - calfeutrement de la zone de travail

L'entreprise proposera un dispositif complet de calfeutrement et d'isolement de la zone de retrait en adéquation avec sa méthodologie de retrait.

Au minimum seront mis en place :

- Un dispositif de fermeture des ouvrants et gaines donnant sur la zone de travaux (polyane sur menuiseries,...)
- Un calfeutrement des zones de retrait
- En complément, un calfeutrement sur les ouvrants ou matériaux décontaminés en murs et plafonds pour fermer les zones de travaux (peau de film polyane 200 microns) et faciliter ensuite les opérations de nettoyage après désamiantage
- Un dispositif de sortie de zone en tunnel composé de 3 compartiments et de douches permettant la décontamination des opérateurs, et l'absence de sortie de fibres d'amiante est mis en œuvre
- Un dispositif de tunnel matériel composé de 3 compartiments, raccordé au confinement, est mis en place pour assurer les entrées/sorties des matériels et déchets
- Dispositif de confinement dynamique par mise en dépression de la zone de retrait (mise en œuvre d'extracteurs d'air à filtration absolue au droit des zones calfeutrées de manière à générer en zone une dépression)
- Cette dépression est mesurée au moyen d'un analyseur de dépression
- Cette dépression sera réglée avant dépose à un niveau supérieur à 10 Pa, au moyen de l'analyseur de dépression
- Dispositif d'humidification à la source
- Dispositif d'aspiration à la source (aspirateur à filtration absolue,...).

2.2.10.2.1 Phase 1

2.2.10.2.2 Phase 2

2.2.10.2.3 Phase 3

2.2.10.2.4 Phase 4

2.2.10.3 Mesures d'empoussièrement - examen visuel - analyses laboratoire

Dans le cas de retrait de matériaux amiantés l'entreprise titulaire du présent marché s'engage de façon forfaitaire, à mettre en œuvre tout ce qui est nécessaire pour satisfaire aux exigences réglementaires.

Étendue des prestations

Les prestations comprennent :

- Le déplacement des opérateurs pour la surveillance métrologique du chantier
- La mise en place des prélèvements d'air
- La réalisation de mesures pendant et après les travaux
- L'analyse des mesures par principalement deux ou éventuellement trois méthodes Microscopie Optique désignée MO, Microscopie Electronique à Transmission désignée MET et éventuellement Microscopie Electronique à Balayage, la communication des rapports d'analyses les autocontrôles et vérifications indispensables à cette activité.

Vérifications et Contrôles

L'ensemble des contrôles visuels et inspections fait l'objet de fiches de contrôle présentées avant le démarrage du chantier à la Maîtrise d'Œuvre.

Ces fiches sont renseignées et complétées par le TITULAIRE et archivées dans un classeur de suivi quotidien suivant les rubriques définies ci-après.

Ce classeur est tenu à jour quotidiennement et mis à la disposition de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre.

Mesures à la charge du TITULAIRE

Les mesures d'empoussièrement ci-après sont à charge du titulaire et sont réputées incluses dans les tarifs unitaires de retrait des matériaux amiantés.

Diffusion des documents et résultats d'analyse

Les résultats des analyses doivent être systématiquement communiqués par le TITULAIRE par télécopie ou courrier électronique au Maître d'Œuvre avec, copie au Maître d'Ouvrage.

La communication des résultats à la Maîtrise d'Œuvre doit être réalisée dans un délai inférieur à 12H00 avec la fourniture d'un rapport d'analyses accompagné de plan de situation des points de prélèvements.

Aussi, le titulaire transmet les résultats d'analyse au Maître d'Œuvre au plus tard 48h00 après la fin du pompage de prélèvement.

Mesures d'empoussièrement en zone et dans les sas

Mesures réalisées en zone en phase travaux pour le retrait des colles amiantées (sur 2 ou 4 heures), et analysées en microscopie électronique ou microscopie optique à contraste de phase, de manière à valider le niveau de protection collective et individuelle mise en œuvre.

Quantités minimales à prévoir sur chantier :

1 MET en zone par bâtiment en début de retrait

1 MOCP dans les tunnels

Niveau d'empoussièrement en zone attendu: $c < 25$ f/l

Mise en œuvre de dispositions correctives au-dessus de $c > 50$ f/l

Arrêt de chantier et modification du mode opératoire si $c > 100$ f/l

Mesures d'empoussièrement environnementales

Mesures réalisées en phase travaux dans les locaux avoisinants ou dans la base vie et analysées en microscopie électronique de manière à s'assurer de l'absence de pollution des locaux avoisinant par l'activité du chantier.

Quantités minimales à prévoir sur chantier :

1 MET pour l'ensemble du chantier au droit de la zone inerte du tunnel personnel

Niveau d'empoussièrement attendu: c < 3 f/l

Mise en œuvre de dispositions correctives au-dessus de c > 3 f/l

Arrêt de chantier et modification du mode opératoire si c > 5 f/l

Mesures d'empoussièrement de première restitution

Mesures libératoires réalisées après désamiantage en zone, conformément au programme n° 144 du COFRAC.

Quantités minimales à prévoir sur chantier :

2 MET par bâtiment

Niveau d'empoussièrement en zone attendu : c < 3 f/l

Mise en œuvre de dispositions correctives au-dessus de c > 3 f/l

Nouveau nettoyage et nouvelle mesure si c > 5 f/l

2.2.10.3.1 Phase 1

2.2.10.3.2 Phase 2

2.2.10.3.3 Phase 3

2.2.10.3.4 Phase 4

2.2.10.4 Dépose des couvertures en tuiles Canal sur sous plaques ondulées en fibres-ciment compris zinguerie

Le présent article a pour objet la dépose et l'évacuation des couvertures existantes en tuiles Canal sur sous plaques ondulées en fibres-ciment compris zinguerie. Les travaux comprennent :

- La dépose manuelle et soignée des tuiles canal
- La dépose manuelle et soignée des plaques de couverture en évitant toute casse
- La dépose des ouvrages annexes tels que les rives, faîtages, solins, sorties en toitures, couvertines, chatières, conduits, etc...
- Dépose par tous moyens appropriés des ouvrages de zinguerie existants pour gouttières, tuyaux de descentes, chéneaux, dauphins, couvertines et tous éléments attenants
- Dépose des sorties en toitures. Déconnexion des sorties à la charge du lot CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION
- Protection par bâchage ou polyane à l'avancement pour protection des bâtiments et mise hors d'eau
- Le conditionnement des déchets dans des emballages étanches et homologués (big-bags amiante)
- L'étiquetage, le stockage provisoire sécurisé et l'évacuation vers un centre de traitement agréé
- Le nettoyage de la charpente et de la zone de travail après dépose.

NOTA : Les sous-faces situées sous la couverture en tôle amiantée seront conservées.

Le désamianteur devra prévoir le nettoyage complet et sécurisé de ces sous-faces, afin d'éliminer toute contamination par fibres d'amiante.

La prestation inclut :

- Identification et retrait des fibres présentes sur les sous-faces et supports adjacents.
- Mise en œuvre de méthodes conformes à la réglementation (aspiration filtrée, dépoussiérage humide, confinement si nécessaire).
- Évacuation et traitement des déchets amiantés selon la réglementation en vigueur.
- Contrôle de l'absence de contamination résiduelle avant remise en service.

2.2.10.4.1 Phase 1

Localisation :

Couverture du bâtiment D

2.2.10.4.2 Phase 2

Localisation :

Couverture du bâtiment C

2.2.10.4.3 Phase 3

Localisation :

Couverture du bâtiment A

2.2.10.4.4 Phase 4

Localisation :

Couverture du bâtiment B

2.2.10.5 Dépose doublages et plafond avec plaques amiantés

Dépose et évacuation des doublages et plafonds avec plaques contenant de l'amiante, conformément à la réglementation en vigueur et aux normes. Travaux à réaliser :

- Mise en place de confinement, bâchage, ventilation filtrée et signalisation de la zone
- Dépose des équipements techniques existants en contact avec les ouvrages amiantés situés (radiateur, éclairage, tableau électrique, etc...) après déconnexion des réseaux réalisée par les lots CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE et

ELECTRICITE

- Retrait complet des doublages et des plafonds amiantés
- Compris dépose des ossatures métalliques, isolants, etc...
- Conditionnement immédiat des déchets dans des sacs ou conteneurs étanches, étiquetés conformément à la réglementation
- Nettoyage et dépoussiérage par aspiration HEPA
- Fourniture des bordereaux de suivi et certificats de conformité pour évacuation vers un centre agréé
- Intervenants formés et équipés d'EPI adaptés (FFP3, combinaison jetable, gants, lunettes)
- Zone inaccessible aux personnes non autorisées
- Respect strict des procédures réglementaires de retrait et de confinement.

NOTA : La dépose des équipements techniques n'ayant pas de contact avec les ouvrages amiantés (panoplie hydraulique, etc...) seront déposés par le lot CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE et ELECTRICITE.

2.2.10.5.1 Phase 1**Localisation :**

Dans le local technique du bâtiment D

2.2.10.6 Dépose de l'antenne VHF et du platelage

Le présent article concerne la dépose complète de l'antenne VHF existante, implantée sur la toiture constituée de plaques en fibres-ciment contenant de l'amiante, supportant une couverture en tuiles canal.

La dépose de l'antenne constitue une opération préalable aux travaux de couverture et sera réalisée avant toute intervention de démolition ou de remplacement des éléments de toiture.

Les prestations comprennent, sans que cette liste soit limitative :

- La reconnaissance préalable de l'installation existante
- La mise en place des protections collectives et individuelles nécessaires aux travaux en hauteur et au risque amiante
- La déconnexion et la dépose des câbles liés à l'antenne, jusqu'aux points de raccordement
- Le démontage soigné et l'enlèvement de l'antenne, du mât, des supports, colliers et accessoires
- La dépose du platelage en tôle larmée d'accès à l'antenne compris garde-corps
- La dépose des fixations existantes, sans création de nouveaux perçages ni dégradation volontaire des plaques fibres-ciment amiantées
- L'évacuation de l'ensemble des éléments déposés (antenne, mât, câbles) vers des filières de traitement agréées
- Le nettoyage des zones d'intervention
- Aucune remise en état définitive de la couverture n'est exigée au titre du présent article, celle-ci étant prévue dans le cadre des travaux de réfection complète de la toiture.
- Exigences liées au risque amiante

L'entreprise devra :

- Établir un mode opératoire amiante, transmis au Maître d'Ouvrage et au Coordonnateur SPS préalablement au démarrage des travaux
- Mettre en œuvre toutes les mesures destinées à limiter l'émission de fibres d'amiante lors des manipulations
- Respecter l'ensemble des prescriptions réglementaires en vigueur relatives au risque amiante.

2.2.10.6.1 Phase 3**Localisation :**

Antenne située sur la couverture du bâtiment A

2.2.10.7 Dépose isolant contaminé en comble

Le présent article concerne la dépose de l'isolant en comble, comprenant :

- Protection des ouvrages existants attenants conservés
- Dépose de l'isolant posé sur dalle béton et en rampants sous toiture, sans dégrader les ouvrages attenants
- Brossage et nettoyage des supports existants, dépoussiérage à l'avancement
- Manutention, sortie, transport, chargement et évacuation vers décharges publiques, tous droits de décharge compris
- Compris toutes sujétions de mise en œuvre et nettoyage complet de la zone après dépose.

2.2.10.7.1 Phase 3**Localisation :**

Sous la couverture du bâtiment A

2.2.10.8 Dépose des plafonds en Shedisol contaminés

Le présent article concerne la dépose soignée des faux plafonds en Shedisol, comprenant :

- Protection des ouvrages existants attenants conservés (murs, installations techniques, gaines, réseaux)
- Dépose soignée des faux plafonds en Shedisol, comprenant ossature et panneaux, sans dégrader les ouvrages attenants après dépose préalable de l'ensemble des équipements de plomberie par le lot CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE, sans dispersion de fibres
- Décapage et enlèvement complet des traces de colles ou adhésifs éventuels, y compris application d'un produit décapant adapté si nécessaire
- Brossage et nettoyage des supports existants, dépoussiérage à l'avancement
- Manutention, sortie, transport, chargement et évacuation vers décharges publiques, tous droits de décharge compris
- Compris toutes sujétions de mise en œuvre et nettoyage complet de la zone après dépose.

2.2.10.8.1 Phase 2**Localisation :**

Plafonds rampants et droits du bâtiment C

2.2.10.8.2 Phase 4**Localisation :**

Plafonds rampants et droits du bâtiment B

2.2.10.9 Schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets

Dans ce document, qui sera soumis au visa du maître d'œuvre avant démarrage, l'entrepreneur expose et s'engage de manière détaillée et précise sur :

- Les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à éliminer
- Les fiches de suivis des matériaux amiantés
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

Toute référence à une élimination des déchets dans les articles qui suivent relève du présent article.

2.2.10.9.1 Phase 1**2.2.10.9.2 Phase 2****2.2.10.9.3 Phase 3****2.2.10.9.4 Phase 4****2.3 DECONSTRUCTION****2.3.1 Voirie publique**

L'entrepreneur ne peut effectuer aucun dépôt de matériaux sur les voies et est tenu de faire placer à ses frais, Toutes les protections sont également à prévoir pour préserver les espaces du domaine public lors de l'évolution du matériel (arrivée des porteurs, de la pelle mécanique, chargement déchargement des bennes...).

L'attention de l'entrepreneur est attirée par les réglementations relatives au nettoyage des chaussées souillées par le camionnage et les ruissellements.

L'entrepreneur devra donc assurer le nettoyage manuel des voiries à chaque sortie de véhicule du chantier et par engins mécaniques au minimum une fois par jour.

Les frais résultant des nettoyages effectués directement par les services de la voirie seront pris en charge par l'Entrepreneur adjudicataire, de même que les amendes pouvant être infligées.

Afin d'éviter ou de réduire ces inconvénients, le Maître d'œuvre peut prescrire à l'Entrepreneur, sur simple demande, l'emploi d'une balayeuse.

Dans le cas où les services de voiries sont amenés à effectuer ces nettoyages, les frais en résultant sont pris en charge par l'Entrepreneur.

Il en est de même pour les dommages ou préjudices causés par les engins, tant au domaine public qu'aux propriétés voisines.

2.3.2 Sécurité

Il reste bien entendu que l'entreprise est responsable civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de ses travaux.

L'entreprise demeure responsable des dégradations causées sur les bâtiments voisins, sur les voies privées et publiques ainsi que tous les abords en général.

Cette contrainte est incluse dans l'offre de prix et ne fera l'objet d'aucun supplément.

2.3.3 Méthodes de démolition

Les méthodes de démolition sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents.

L'entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

- Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé
- La sécurité du personnel et la sécurité du public
- La conservation sans dommages des propriétés voisines bâties ou non bâties
- La protection des ouvrages et constructions conservés situés à proximité
- Et toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier.

En ce qui concerne l'emploi d'explosifs pour les démolitions, il est spécifié ici : l'emploi d'explosif est interdit.

2.3.4 Prescriptions d'exécution

Lors de l'exécution des travaux de démolition, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur devra prévoir tous échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde gravois, etc., ainsi que tous étalements, étréssonnements, etc., qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions. En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre et débarrassé de tous gravats ou matériaux de démolition. Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

2.3.5 Réseaux éventuellement rencontrés

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions lors de l'exécution des travaux, afin de ne pas endommager ou détruire les réseaux existants conservés.

Il devra le cas échéant, dès la localisation d'un de ces ouvrages, avertir immédiatement le maître d'œuvre et les services techniques compétents.

2.3.6 Gestion des déchets

2.3.6.1 Classification des déchets

Selon les textes réglementaires, les déchets des bâtiments peuvent être classés en 3 catégories distinctes :

- Les matériaux ou Déchets Inertes (DI) :

Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou manufacturés.

- Les matériaux ou Déchets Non Dangereux (DND) :

Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxiques et qui ne sont pas inertes. Ce sont soit des déchets mono-matériau (bois non traité, métaux, plâtre, bitume etc. ...), soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, les matériaux fibreux (sauf amiante), le verre traité, le plastique etc.

L'entreprise est invitée à privilégier les filières de recyclage ou de réemploi lorsque celles-ci existent.

Afin de limiter le nombre de rotations, l'entreprise peut prévoir le broyage des DND avant le remplissage des bennes.

- Les matériaux ou Déchets Dangereux (DD) :

Ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination.

Le tri et la collecte sélective demandés sur ce chantier sont organisés par l'entreprise en fonction de la nature des déchets et de leur catégorie.

Un complément de tri est effectué pour certains déchets après leur dépose et stockage dans les bennes appropriées.

Il est précisé à l'entreprise que le Maître d'Ouvrage privilégie la valorisation, matière et énergétique, des déchets.

Ainsi l'entrepreneur installe sur le chantier dans l'aire de stockage, le nombre de bennes nécessaires aux différentes familles de déchets et selon les débouchés de chaque matériau.

Il est strictement interdit :

- Abandonner des Déchets Spéciaux sur le chantier

- Diriger vers un CET de classe III des déchets autres que inertes - loi 92.646 du 13/07/92

- Brûler les déchets sur le chantier - loi 96.1236 du 30/12/96 sur l'air modifiant la loi 61.842 du 2/08/61 - et la loi 92-646 du 13/07/1992- (sauf cas exceptionnel de présence d'insectes xylophages - termites)

- Abandonner ou enfouir des déchets quels qu'ils soient (même inertes), dans des zones non contrôlées administrativement (agrément) comme par exemple des décharges sauvages ou les chantiers.

2.3.6.2 Zone de regroupement des matériaux sur site

L'entreprise doit créer sur le site une zone de regroupement pour l'ensemble des matériaux triés par nature. Cette zone sera balisée à l'aide de clôture grillagée.

Chaque zone sera identifiée à l'aide de panneaux : D.I.S, D.I.B., VERRE, FERREUX, ...

L'entreprise propose à l'agrément de la maîtrise d'œuvre un schéma d'organisation et d'installation en phase préparatoire de l'opération.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que le recyclage des matériaux est compromis en cas de mélange, d'où la nécessité d'une gestion rigoureuse des bennes.

2.3.6.3 Revalorisation et recyclage

Ces opérations ont pour objectif de réduire l'impact sur l'environnement, en terme de production de déchets par :

- La valorisation des déchets : réemploi, recyclage ou valorisation énergétique.

- L'organisation du transport des déchets et sa limitation en distance et en volume.

2.3.6.4 Traçabilité

L'entreprise doit prévoir dans son offre toutes les opérations d'évacuation, de valorisation et de recyclage des déchets de chantiers. Sont inclus également les droits de décharge pour les déchets étant dirigés vers les centres de stockage. Dans le cas de réemploi de matériaux inertes, en remblaiement sur un terrain privé, l'entreprise doit fournir avant toute évacuation, l'autorisation du propriétaire du terrain, ainsi que celui de la commune receveuse.

L'entreprise doit gérer rigoureusement ses évacuations et fournir un justificatif pour toute rotation, soit des bons de pesées, soit des factures pour revente,....

L'ensemble de ces documents est impérativement remis à la maîtrise d'œuvre à chaque réunion de chantier. En cas de non fourniture, sont appliquées les pénalités prévues au CCAP pour non remise de documents.

Dans le DOE, les justificatifs sont accompagnés d'un bordereau récapitulatif par classe de produits (inertes, DIB, DIS...) La remise du DOE complet conditionne le règlement de la dernière situation de l'entreprise.

Lors du transport vers les centres, les bennes ou porteurs évacuant des matériaux légers (polystyrène, laine de verre...) ou des matériaux générant de la poussière (brique, plâtre...) sont impérativement bâchés.

Concernant les produits amiantifères, un bordereau de suivi de déchets est établi, et remis à la maîtrise d'œuvre en fin d'évacuation.

Une réglementation spécifique s'applique aux têtes ioniques, et devra être respectée

2.3.7 Travaux de démolition

2.3.7.1 Dépose terrasse étanché avec dalles sur plots et isolant

Dépose complète d'une terrasse étanchée constituée de dalles sur plots et isolant, avec évacuation des déchets et préparation du support pour remise en œuvre, conformément aux règles de l'art et aux normes en vigueur.

Travaux à réaliser :

- Retrait préalable de tous les équipements techniques présents sur la terrasse
- Mise en place des protections nécessaires pour sécuriser la zone de travaux et protéger les surfaces et espaces adjacents (bâchage, signalisation, barriérage)
- Dépose des dalles sur plots et de l'isolant thermique, en veillant à préserver l'intégrité du support et à limiter les dégradations des matériaux réutilisables
- Dépose du système d'étanchéité existant compris relevés
- La dépose des ouvrages annexes tels que les évacuations EP, les bandes solins, etc...
- Tri, conditionnement et évacuation des déchets selon la réglementation en vigueur et les filières de traitement adaptées (matériaux recyclables, déchets inertes, déchets spéciaux)
- Nettoyage complet du support, dépoussiérage et vérification de l'état du support avant tout travail ultérieur
- Gestion de l'ensemble des déchets et fourniture des bordereaux ou certificats de traçabilité pour le maître d'ouvrage
- Respect strict des normes de sécurité et de manutention pour prévenir tout accident ou dommage
- Interdiction d'accès aux personnes non autorisées dans la zone de travaux.
- Utilisation de moyens et d'outils adaptés à la dépose et à la manutention des dalles et isolants.

2.3.7.1.1 Phase 3

Localisation :

Terrasse accessible au droit du bâtiment A

2.3.7.2 Enlèvement et évacuation des gravois et mise en décharge

Les travaux comprennent :

- La mise en place des protections et le repli après travaux
- La mise en œuvre des moyens appropriés
- Le tri sélectif de l'ensemble des gravois et des déchets dans des zones de regroupement
- L'évacuation de l'ensemble des gravois et des déchets compris le chargement, le transport, la mise en décharge, le traitement, enfouissement, destruction ou recyclage par des organismes agréés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur
- L'établissement d'un bordereau des suivis pour chaque déchet.